

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2874

[S - C - 99/29451]

21 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 5, alinéa 1^{er}, 7, 9, alinéa 2 et 10;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 25 janvier 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 1999;

Vu le protocole du 1^{er} mars 1999 du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux section II, siégeant conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 1999 sur la demande d'avis à donner dans le délai d'un mois:

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "le décret" : le décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale;

2^o "l'inspection" : l'inspection visée à l'article 24, § 2, alinéa 2, 3^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle que modifiée;

3^o "le Conseil de coordination" : le Conseil visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 1998 créant le Conseil de coordination et les Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

4^o "la Commission" : la Commission de la formation en cours de carrière visée à l'article 10 du décret du 30 juin 1998 précité.

CHAPITRE II. — Du fonctionnement de la Commission

Art. 2. Les membres de la Commission visés à l'article 10 du décret sont convoqués, à l'initiative du Président, huit jours avant la réunion.

Les mandats des membres de la Commission sont gratuits.

Les frais de déplacement des membres de la Commission et les frais de fonctionnement de celle-ci, sont à charge du budget du Service général de l'enseignement de promotion sociale.

Pour le remboursement des frais de déplacement, les membres visés à l'article 10, § 2, 1^o et 2^o du décret sont assimilés au rang qu'ils occupent. Les autres membres sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12.

Pour autant que cette notion leur soit applicable, les membres de la Commission sont considérés comme étant en activité de service lorsqu'ils siègent à la Commission.

Art. 3. La Commission se réunit dans le courant du mois de janvier pour établir la liste des thèmes généraux communs de formation visés à l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret, relatifs à l'organisation de la formation en cours de carrière de l'année civile suivante.

Dans les huit jours qui suivent cette réunion, le Président de la Commission transmet cette liste aux organisations syndicales représentées au sein du secteur IX, qui disposent de quinze jours, à dater de la réception de la liste, pour transmettre leur avis au Président de la Commission.

Chacune des organisations syndicales visées à l'alinéa 2 :

1° soit marque son accord sur la liste proposée par la Commission;

2° soit propose, de manière motivée, une autre liste.

La Commission se réunit dans les quinze jours qui suivent la réception des avis des organisations syndicales visés à l'alinéa 2, afin d'arrêter définitivement la liste reprenant les thèmes généraux communs de formation et de la soumettre à l'approbation du Gouvernement, au plus tard le 15 mars, conformément à l'article 10, alinéa 1er et du décret.

Lorsque la Commission arrête une liste différente de celle visée à l'alinéa 3, 2°, elle motive son choix auprès du Gouvernement et auprès de l'organisation syndicale concernée.

Art. 4. Le Gouvernement :

1° s'il approuve la liste visée à l'article 3, charge le Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance de la transmettre à la Commission, au Service général des Affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, au Conseil de coordination et aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs visés à l'article 15, alinéa 2 du décret;

2° s'il n'approuve pas la liste, invite la Commission à la modifier dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, le Gouvernement la modifie et charge le Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance de la transmettre à la Commission, au Service général des Affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, au Conseil de coordination et aux organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE III. — *De l'organisation des formations*

Art. 5. Les traitements ou les subventions-traitements et autres frais afférents à l'organisation des formations sont imputés sur les crédits budgétaires affectés aux formations en cours de carrière.

Le volume de la charge attribuée aux formateurs visés à l'article 4, 1° du décret ne peut dépasser un cinquième de leurs prestations dans l'enseignement quand celles-ci correspondent à un temps plein.

Conformément à l'article 9, alinéa 2, 2°, et alinéa 3, les formations s'inscrivant dans le cadre du décret sont organisées sur la base d'une convention établie selon le modèle repris à l'annexe I du présent arrêté.

Un exemplaire de la convention visée à l'alinéa 3 doit parvenir, avant le début de la formation :

1° au Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance;

2° au Président de la Commission;

3° au Service d'inspection.

Art. 6. Pour les activités de formation organisées en application de l'article 9, alinéa 2, 1° et 2° du décret, le rapport de l'Inspection doit être adressé au Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance, au plus tard dans le courant du mois qui suit la fin de la formation en cours de carrière concernée.

En l'absence du rapport visé à l'alinéa 1^{er}, ou en cas de dépassement du délai prévu, l'avis de l'inspection est réputé favorable.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions réglementaires en matière de sanction des études, l'attestation visée à l'article 7 du décret est délivrée suivant le modèle repris à l'annexe II du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Des dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe I

Convention établie dans le cadre de décret du 30 juin 1998
relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur
et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale

Entre, d'une part :

et, d'autre part :

Il est convenu :

Article 1^{er}. La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'organisation et de fonctionnement de la formation dispensée dans le cadre de la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 2. Formation.

L'objet de la présente convention porte sur le projet de formation suivant :

Type de formation proposée :

thème général commun (1)

thème spécifique (1)

S'il s'agit d'un thème général commun, préciser la correspondance avec un des thèmes généraux communs de formation approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Intitulé de la formation / de l'unité de formation (1) :

Objectifs de la formation / finalités de l'unité de formation (1) :

Contenu de la formation / capacités terminales de l'unité de formation (2) :

Art. 3. Formateur(s) (2).

La formation visée à l'article 2 sera assurée par le(s) formateur(s) suivant(s) (Nom, coordonnées, qualifications et n° de compte bancaire) :

Art. 4. Public.

Description du public concerné :

Nombre prévu de participants :

Art. 5. Horaire de la formation.

Durée prévue de la formation : du..... au.....

Horaire de la formation : en annexe.

Lieu(x) :

Art. 6. Coûts de la formation.

Frais de gestion et de secrétariat : (3) (exemple : téléphone, papier, timbres, photocopies, petit matériel, brochure d'informations,...)

Formateur(s) :

Rémunérations :

Déplacements (4) :

Hébergement (5) :

Matériel didactique :

Achat au location de matériel didactique (livres, publications, revues, vidéo, projection, informatique,...) à l'usage exclusif de la formation :

Accueil :

Frais de réception et de repas des agents formés et des formateurs :

Locaux :

Location de salle :

Hébergement (6) :

Diffusion de l'information :

A l'exclusion de toute publication destinée à la vente, et avec un maximum de 5.000 FB.

Total :

Art. 7. Disposition finale.

La présente convention entre en vigueur le et se termine le

Signatures :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 portant exécution du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale.

Notes

- (1) Biffer la mention inutile.
- (2) Si le formateur est un(e) chargé(e) de cours, les prénom, nom et matricule suffisent.
- (3) Ces frais ne peuvent excéder 10 % des budgets alloués.
- (4) Pour le(s) formateur(s) utilisant son (leur) véhicule personnel : application du tarif SNCB, d'après le livre des distances légales.
- (5) Uniquement pour formateur(s) étranger(s) ou pour des stages résidentiels.
- (6) Uniquement pour les stages résidentiels.

Annexe II

Attestation délivrée dans le cadre de la formation en cours de carrière du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale (décret du 30 juin 1998)

Nous certifions que Mlle, Mme, M. (1)

Domicilié(e) à : (C.P.).....(localité).....

(Rue)..... (n°).....

exerçant la fonction de :.....

dans l'établissement suivant :(dénomination)

.....(rue, n°)

.....(C.P. localité)

a assisté à la formation en cours de carrière dont les caractéristiques sont reprises ci-dessous, en qualité de :

- participant(é) (1)
- formateur(trice) (1)

Thème :

Discipline(s) :

Journée(s) de formation - stage résidentiel (1)

Date(s) :

.....

.....

lieu(x) :

.....

Fait à, le

L'Inspecteur(trice) organisateur(trice) (1)
Le(a) Formateur(trice) (1)

.....

Le(a) responsable de
la Formation

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 mai 1999 portant exécution du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale.

Note

- (1) Biffer les mentions inutiles

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2874

[S - C - 29451]

21 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 30 juni 1998 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op de artikelen 5, lid 1, 7, 9, lid 2 en 10;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 januari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 februari 1999;

Gelet op het protocol van 1 maart 1999 van het sectorcomité IX en van het comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, die samen in zitting vergaderen;

Gelet op de beraadslaging van 8 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort;

Gelet op de beraadslaging van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "het decreet" : het decreet van 30 juni 1998 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie;

2° "de inspectie" : de inspectie bedoeld bij artikel 24, § 2, lid 2, 3° van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

3° "de Coördinatieraad" : de Raad bedoeld bij artikel 1 van het besluit van 26 september 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van de coördinatieraad en de zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

4° "de Commissie" : de Commissie voor vorming tijdens de loopbaan, bedoeld bij artikel 10 van voormeld decreet van 30 juni 1998.

HOOFDSTUK II. — De werking van de commissie

Art. 2. De leden van de Commissie bedoeld bij artikel 10 van het decreet worden acht dagen voor de vergadering op initiatief van de Voorzitter opgeroepen.

De mandaten van de leden van de Commissie worden gratis uitgeoefend.

De reiskosten van de leden van de Commissie en de werkingskosten ervan vallen ten laste van de begroting van de Algemene Dienst voor het onderwijs voor sociale promotie.

Voor de terugbetaling van de reiskosten worden de in artikel 10, § 2, 1° en 2° van het decreet bedoelde leden gelijkgesteld met de rang die zij bekleden. De andere leden worden gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12.

Voor zover deze bepaling op hen kan toegepast worden, worden de leden van de Commissie beschouwd als zijnde in dienstactiviteit wanneer zij een zitting van de Commissie bijwonen.

Art. 3. De Commissie vergadert in de loop van januari om de lijst op te maken van de gemeenschappelijke algemene vormingsthema's bedoeld bij artikel 10, lid 1 van het decreet die handelen over de organisatie van de vorming tijdens de loopbaan van het volgende burgerlijk jaar.

Binnen de acht dagen die volgen op die vergadering, bezorgt de Voorzitter van de Commissie deze lijst aan de vakverenigingen die vertegenwoordigd zijn in sector IX en die veertien dagen tijd hebben, te rekenen vanaf de ontvangst van de lijst, om hun advies aan de Voorzitter van de Commissie over te maken.

Elke vakvereniging bedoeld bij lid 2 :

1° ofwel betuigt haar instemming met de lijst die door de Commissie wordt voorgelegd;

2° ofwel stelt een andere, met redenen omklede lijst voor.

De Commissie vergadert binnen de veertien dagen die volgen op de ontvangst van de adviezen van de vakverenigingen bedoeld bij lid 2, om de lijst van de gemeenschappelijke algemene thema's over de vorming definitief vast te stellen en deze lijst uiterlijk 15 maart aan de Regering ter goedkeuring voor te leggen, overeenkomstig artikel 10, lid 1 van het decreet.

Wanneer de Commissie een lijst vaststelt die verschillend is van deze die bedoeld is in lid 3, 2° motiveert zij haar keuze bij de regering en bij de betrokken vakorganisatie.

Art. 4. De Regering :

1° indien zij de bij artikel 3 bedoelde lijst goedkeurt, geeft de Algemene Dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, voor het kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor het afstandsonderwijs, opdracht die lijst aan de Commissie, aan de Algemene Dienst voor pedagogische Zaken, voor onderzoek inzake pedagogie en voor besturing van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aan de Coördinatieraad en aan de vertegenwoordigings- en de coördinatie-organen van de inrichtende machten bedoeld bij artikel 15, lid 2 van het decreet te bezorgen;

2° indien zij de lijst niet goedkeurt, verzoekt zij de Commissie die lijst te wijzigen binnen de veertien dagen. Na die termijn wijzigt de Regering die lijst en geeft zij de Algemene Dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, voor het kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor het afstandsonderwijs opdracht die lijst aan de Commissie, aan de Algemene Dienst voor Pedagogische Zaken, voor onderzoek inzake pedagogie en voor besturing van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aan de Coördinatieraad en aan de vertegenwoordigings- en de coördinatie-organen van de inrichtende machten te bezorgen.

HOOFDSTUK III. — *De organisatie van de vormingen*

Art. 5. De wedden of de weddetoelagen en andere kosten voortvloeiend uit de organisatie van de vormingen worden aangerekend op de begrotingskredieten toegewezen aan de vormingen tijdens de loopbaan.

Het volume van de opdracht toegewezen aan de opleiders bedoeld bij artikel 4, 1° van het decreet mag niet hoger zijn dan een vijfde van hun prestaties in het onderwijs wanneer deze overeenstemmen met een voltijdse opdracht.

Overeenkomstig artikel 9, lid 2, 2° en lid 3 worden de opleidingen die in de lijn van het decreet liggen, georganiseerd op basis van een overeenkomst opgesteld volgens het model als bijlage I van dit besluit.

Een exemplaar van de bij lid 3 bedoelde overeenkomst moet voor de aanvang van de opleiding toekomen bij :

1° de Algemene Dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, voor het kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor het afstandsonderwijs;

2° de Voorzitter van de Commissie;

3° de Inspectiedienst.

Art. 6. Wat de vormingsactiviteiten betreft georganiseerd in toepassing van artikel 9, lid 2, 1° en 2° van het decreet, moet het verslag van de Inspectie naar de Algemene Dienst voor het onderwijs voor sociale promotie, voor het kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor het afstandsonderwijs opgezonden worden uiterlijk in de loop van de maand die volgt op het einde van de betrokken opleiding tijdens de loopbaan.

Bij ontstentenis van het in lid 1 bedoeld verslag of ingeval de voorziene termijn overschreden werd, wordt het advies van de Inspectie als gunstig beschouwd.

Art. 7. Onverminderd de reglementsbepalingen inzake bekrachtiging van de studies, wordt het attest bedoeld bij artikel 7 uitgereikt volgens het model als bijlage II bij dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage I

Overeenkomst opgesteld in het kader van het decreet van 30 juni 1998
betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel
en van het opvoedend hulp personeel in het onderwijs voor sociale promotie

Tussen, enerzijds :

En anderzijds :

Wordt overeengekomen :

Artikel 1. Deze overeenkomst heeft tot doel de nadere regels te bepalen voor de organisatie en werking van de vorming gegeven in het kader van de vorming tijdens de loopbaan van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel in het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 2. Vorming.

Die overeenkomst heeft betrekking op het volgend vormingsproject :

Type van voorgestelde vorming :

algemeen gemeenschappelijk thema (1)

specifiek thema (1)

Als het over een algemeen gemeenschappelijk thema gaat, nadere omschrijving geven van de overeenstemming met een van de algemene gemeenschappelijke thema's over vorming goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Betiteling van de vorming / van de vormingseenheid (1) :

Doelstellingen van de opleiding / finaliteiten van de vormingseenheid (1) :

Inhoud van de vorming/ eindcapaciteiten van de vormingseenheid (2) :

Art. 3. Opleider(s) (2)

De bij artikel 2 bedoelde vorming wordt door de volgende opleider(s) gegeven (Naam, personalia, kwalificaties en nr. bankrekening) :

Art. 4. Publiek.

Beschrijving van het betrokken publiek :

Verwacht aantal deelnemers :

Art. 5. Tijdschema van de vorming.

Voorziene duur van de vorming : van.... tot....

Tijdschema van de vorming : zie bijlage.

Plaats (en) :

Art. 6. Kosten van de vorming.

Beheers- en secretariaatskosten (3)

(Voorbeeld : telefoon, papier, postzegels, fotocopieën, klein materieel, informatiebrochures,...)

Opleider(s) :

Bezoldigingen :

Reiskosten (4)

Onderdak (5)

Didactisch materieel :

Aankoop of huur van didactisch materieel (boeken, publicaties, tijdschriften, video, projectie, informatica,...) uitsluitend ten behoeve van de vorming :

Onthaal :

Kosten voor de opvang en de maaltijden van de gevormde ambtenaren en de opleiders :

Lokalen : Huur van de zaal :

Onderdak (6)

Mededeling van de informatie :

Met uitsluiting van elke publicatie bestemd voor de verkoop, en met een maximum van 5.000 BF.

Totaal :

Art. 7. Slotbepaling.

Deze overeenkomst treedt in werking op..... en eindigt op.....

Handtekeningen :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 30 juni 1998 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie.

Nota

- (1) Doorhalen wat niet past.
- (2) Indien de opleider een lesgever is, is het voldoende de voornaam, de naam en het registratienummer op te geven.
- (3) Die kosten mogen niet hoger oplopen dan 10% van de toegekende begrotingen.
- (4) Voor de opleider(s) die zijn (hun) persoonlijke wagen gebruikt(en) : toepassing van het tarief van de N.M.B.S., volgens het boek van de wettelijke afstanden.
- (5) Enkel voor buitenlandse opleiders of voor stages met verblijf.
- (6) Enkel voor de stages met verblijf.

Bijlage II

Attest uitgereikt in het kader van de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie (decreet van 30 juni 1998).

Wij bevestigen dat Mej, Mevr., M.(1)

wonende te : (P.N. (plaats)

(..... straat) (nr.)

bekleed met het ambt van :

in de volgende inrichting : (benaming)

..... (straat, nr.)

..... (P.N. plaats)

deel heeft genomen aan de vorming tijdens de loopbaan waarvan de kenmerken hierna worden vermeld, als :

— deelnemer (deelnemster) (1)

— opleider (opleidster) (1)

Thema :

Discipline(s) :

Dag(en) vorming — stage met verblijf (1)

Datum (data) :

.....

.....

Plaats(en) :

.....

Gedaan te

De Inspecteur(-trice) inrichter(-ster) (1)

De verantwoordelijke voor de Vorming,

De Opleider(-ster) (1).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 21 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 30 juni 1998 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie.

Nota

- (1) Doorhalen wat niet past.